

Camarades,

Cette commission exécutive se tient dans un contexte politique, social et syndical particulièrement lourd, marqué à la fois par une offensive continue contre les droits sociaux, par une montée inquiétante des idées d'extrême droite et par une volonté assumée du gouvernement d'installer notre pays dans une logique d'**économie de guerre**, au détriment des besoins sociaux, des services publics et des agent·es.

Dans ce cadre, notre syndicat régional CGT des Hauts-de-France entend **réaffirmer clairement ses positions, ses valeurs et ses priorités**, même lorsque celles-ci dérangent, même lorsqu'elles ne plaisent pas à tous. La CGT n'a jamais été une organisation d'accompagnement : elle est et restera un syndicat de transformation sociale, de lutte et d'émancipation.

Soutien total à Sophie Binet et défense des libertés syndicales

Nous réaffirmons notre **soutien total et sans réserve à notre camarade Sophie Binet**, secrétaire générale de la CGT, mise en examen à la suite d'une plainte déposée par un groupuscule patronal d'extrême droite se dissimulant derrière le nom trompeur de « Ethic ».

Cette attaque vise clairement à **intimider la CGT**, à criminaliser la parole syndicale et à créer un précédent dangereux pour l'ensemble du mouvement social. Elle constitue une atteinte grave aux libertés démocratiques et syndicales.

Nous exigeons la **levée immédiate de cette mise en examen** et affirmons que les propos tenus par Sophie Binet pour dénoncer les pratiques et les nuisances du patronat sont non seulement légitimes, mais partagés par l'ensemble de notre organisation.

Non à l'économie de guerre, oui aux besoins sociaux

Cette offensive judiciaire s'inscrit dans un contexte plus large de **militarisation des esprits et des politiques publiques**, portée par le gouvernement Macron au service des industriels de l'armement.

L'augmentation vertigineuse du budget militaire contraste violemment avec la **baisse continue des moyens alloués aux services publics**, aux politiques sociales, à la santé, à l'éducation et aux collectivités territoriales, notamment dans notre région des Hauts-de-France déjà durement frappée par la précarité, le chômage et les inégalités territoriales.

Nous rejetons avec la plus grande fermeté les propos tenus par le chef d'état-major des armées appelant la France à se préparer à une guerre prochaine et demandant aux élus locaux de préparer la population à « perdre ses enfants ».

La CGT refuse que les agent·es publics, les fonctionnaires territoriaux, soient transformés en **relais de propagande guerrière** ou en accompagnateurs de logiques de mort. Notre rôle est de servir l'intérêt général, pas de préparer la guerre.

La CGT dit clairement : non à l'économie de guerre, oui à l'investissement dans la vie.

Lutter contre les discriminations et l'extrême droite

Dans ce contexte de crise sociale et démocratique, la montée des idées d'extrême droite constitue un danger majeur. La CGT rappelle qu'elle est **incompatible avec toute forme de racisme, de discrimination, de xénophobie, de sexisme ou de haine**, et qu'elle combattra toujours l'extrême droite, dans les entreprises, les collectivités et dans la société.

Dans les Hauts-de-France, région historiquement touchée par ces idées, notre responsabilité syndicale est immense : **organiser, expliquer, lutter**, sans ambiguïté.

Rapport de force, échéances et perspectives syndicales

Conformément aux orientations fédérales, notre syndicat régional s'inscrit dans la nécessité d'**élever le rapport de force**, en multipliant les luttes locales, catégorielles et interprofessionnelles, pour peser :

- sur les lois budgétaires et leurs conséquences pour les agent·es publics et les services rendus à la population : baisse des effectifs, gamh, retard des revalorisation
- sur l'abrogation de la réforme des retraites de 2023 et le retour à la retraite à 60 ans à taux plein.

L'année à venir sera marquée par des **échéances majeures pour notre organisation** : élections professionnelles, élections à la CNRACL, congrès confédéral, et préparation des futures batailles revendicatives.

Propositions soumises à la Commission Exécutive

En conclusion de ce rapport, il est proposé à la Commission Exécutive :

1. **Le vote d'une motion de soutien à Sophie Binet**, exigeant la levée immédiate de sa mise en examen et dénonçant la criminalisation de l'action syndicale.
2. **La validation de la tenue de l'Assemblée Générale du syndicat le 4 février dans la Somme**, comme temps fort de débat, de démocratie syndicale et de mobilisation.
3. **L'ouverture dès à présent du travail syndical sur les élections professionnelles**, afin de renforcer la CGT, gagner de nouveaux droits et consolider notre implantation dans les collectivités des Hauts-de-France.

Camarades, plus que jamais, **la CGT reste droite dans ses bottes**, fidèle à ses valeurs, au service des agent·es, des salarié·es et de l'intérêt général.